

Attentats du 13 novembre 2015, ou l'incurie du pouvoir de l'époque



Cette émission d'Arte, diffusée le 3 septembre 2021, dresse un tableau sans concession des nombreuses et graves défaillances des services français, tant au niveau du gouvernement (**François Hollande** était Président de la République ; **Manuel Valls**, Premier ministre ; **Bernard Cazeneuve**, ministre de l'Intérieur, **Christiane Taubira**, Garde des sceaux) que du renseignement intérieur et extérieur français, et de l'inconscience totale de la sphère politique française sur la nature et l'intensité du danger.

Quelques extraits des dix premières minutes de ce document saisissant :

Vers 4 : 00 : Georges Fenech : « *En tant que député, je lance l'initiative de créer une Commission d'enquête, dès janvier 2016. Ce qui a freiné la décision, c'est de ne pas donner le sentiment de rompre avec ce qu'on a appelé « l'esprit du 11 janvier », l'esprit d'union nationale »* »

[N.d.A. : l'attentat à Charlie Hebdo, le 7 janvier 2015, a été suivi le 11 janvier de nombreuses manifestations dont le slogan n'était pas « *En finir avec l'islamisme !* », mais le bisounours : « *Je suis Charlie* » qui ne mange pas de pain. Les politiques, « *quoi qu'il en coûte* », privilégient le « *vivre ensemble* »... La commission d'enquête sur les attentats du 13 novembre 2015 ne se mettra en place qu'en février 2016, soit trois mois après !]

Vers 5 : 00, Georges Fenech : « *On comprend bien qu'il y a eu des failles dans nos services de renseignement, on comprend bien que quelque chose nous a échappé »* »

[N.d.A. : « *des failles* »... Ou l'art de la litote...]

Vers 5 : 25, Georges Fenech : « *Nous avons évidemment auditionné tous les responsables des services de l'époque – renseignement intérieur, renseignement extérieur – mais également les ministres de tutelle concernées : la Défense, la Justice, l'Intérieur »* »

[N.d.A. : parions qu'aucun de ces responsables et ministres n'aura un jour de compte à rendre aux familles des victimes au sujet des « *failles* » qui se sont produites ce 13 novembre 2015...]

Vers 5 : 55, Manuel Valls : « *Moi, la Commission d'enquête ne m'a pas auditionné. Je n'ai jamais refusé. Mais les parlementaires ont estimé que l'audition du ministre de l'Intérieur suffisait. Ce qui est vrai »* »

[N.d.A. : Courage, fuyons !]

Vers 6 : 25, Sonia Maktouf, avocate des victimes : « Je ne pense pas que toutes les vérités aient été dites et révélées dans le cadre de cette Commission »

Vers 7 : 48, un vigile du stade de France : « Tous les policiers sont partis après la première explosion [...] Pour moi, ce sont les vigiles qui ont fait le travail [en empêchant le carnage] »

Vers 8 : 50, Manuel Valls, fier et réjoui : « Au stade de France, le massacre n'a pas eu lieu ! », alors qu'il n'y est strictement pour rien...

Vers 9 : 50 : Georges Fenech : « Il y avait, présents devant le Bataclan, dès les premières minutes, huit militaires de la Force Sentinelle. Comment comprendre que des militaires en armes, postés devant le Bataclan, entendant les tirs en rafales des Kalashnikov, n'aient pas apporté quelque chose »

[N.d.A. : « **apporté quelque chose** » ! Toujours l'art de la litote chez Fenech...]

Vers 10 : 10, Georges Dallemagne, vice-président de la commission d'enquête belge sur les attentats sur le territoire belge en 2016 : « Il y a le fait que des militaires en armes étaient au Bataclan depuis plusieurs dizaines de minutes, qu'ils n'ont pas pu intervenir ! Moi, ce que je peux vous dire, c'est qu'une information comme ça, en Belgique, elle aurait entraîné la démission du gouvernement, immédiatement ! »

Etc. Cher lecteur, vous n'êtes pas au bout de vos surprises...
Un documentaire à écouter jusqu'à la dernière seconde.

[Henri Dubost](#)

In girum imus nocte ecce et consumimur igni